

GEORGES POMPIDOU (1969-1974)

Premier ministre de 1962 à 1968, il amène la droite gaulliste au triomphe lors des élections législatives des 23 et 30 juin 1968. Le président, irrité par son succès, le remplace au poste de Premier ministre par Maurice Couve de Murville.

Georges Pompidou se fait élire le président de la République le 15 juin 1969 après la démission de Charles de Gaulle.

Développement industriel de la France, TGV, autoroutes. Les années de sa présidence représentent l'apogée de l'essor économique que connaît la France d'après-guerre (les Trente glorieuses). De plus, sa politique sociale inspirée par le modèle scandinave calme la société française ébranlée par les grèves et par le mouvement contestataire du printemps 1968.

Sur le plan culturel, il conduit le projet révolutionnaire d'un lieu multiculturel au cœur de Paris qui sera inauguré après sa mort sous le nom de Centre Pompidou (Beaubourg).

Sa **politique étrangère** est proche de celle de son prédécesseur de Gaulle, il poursuit sa politique tous azimuts (déplacement en Union soviétique), mais ses relations avec les États-Unis sont moins tendues, et il accepte l'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes (CE).

Peu après sa mort prématurée, c'est la **guerre du Kippour** entre Israël et ses voisins arabes, suivie d'un premier « choc pétrolier », qui va briser en octobre 1973 l'élan de modernisation de la France. Le monde entier se plonge dans une grave crise économique qui favorisera néanmoins la modernisation technologique des pays occidentaux dont la France à la fin des années 1970.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING (1974-1981)

Le premier président libéral de la France. Il bat aux élections le candidat des gaullistes ainsi que le candidat de la gauche François Mitterrand.

Favorable au projet européen, il plaide pour le renforcement du processus d'intégration économique au sein des CE et l'adhésion d'autres pays qui s'étaient débarrassées de dictatures (Espagne, Portugal, Grèce).

Réformes : fin du monopole public de la radio et de la télévision, la légalisation de l'avortement, l'extension de la sécurité sociale, sa politique favorise un égal accès de tous les enfants à l'enseignement.

Durant les premières années de son mandat, il était soutenu par la droite (le Premier ministre Jacques Chirac jusqu'à sa démission 1976). Ses réformes sont pourtant impopulaires auprès de l'électorat conservateur des gaullistes. Il ne réussit pas à se faire réélire en 1981.

FRANÇOIS MITTERRAND (1981-1995)

Il devient le premier président socialiste de la France. Il a su regrouper les forces de la gauche au début des années 1970 en créant le Parti socialiste. Il coopère avec les

communistes - en 1981, il fait entrer les premiers ministres communistes dans un gouvernement de la V^e république.

Les débuts de sa présidence marqués par des **réformes économiques et sociales** (une vague de nationalisations, l'abolition de la peine de mort), mais pas à pas, la gauche perd du soutien des électeurs.

De grands projets culturels (la Pyramide de Louvre, la Bibliothèque nationale de France.

Le **deuxième choc pétrolier** en 1979 provoqué par après la révolution islamiste en Iran et ensuite par la guerre Iran-Irak – approfondit la crise, des années difficiles du point de vue économique et social, le chômage élevé et le sentiment d'insécurité, souvent lié au problème de l'immigration, notamment maghrébine, mènent au renforcement de l'extrême droite populiste, représentée par le **Front national de Jean-Marie Le Pen**.

Après la défaite de la gauche aux élections législatives de 1986, il nomme Jacques Chirac à la tête du gouvernement, inaugurant la **première cohabitation** (la situation où le président de la République et le Premier ministre représentent les forces politiques opposées).

Mitterrand poursuit la politique étrangère gaulliste - l'étroite coopération avec l'Allemagne, le dialogue avec les Soviétiques (pourtant, il rencontre les dissidents tchécoslovaques dont Václav Havel lors de son déplacement à Prague en 1988).

La **fin de la guerre froide** (la chute du mur de Berlin en 1989) - Mitterrand accepte la réunification de l'Allemagne en 1990 (rupture avec la crainte traditionnelle des Français de voir leur voisin allemand monter en puissance).

En 1991, l'engagement militaire de la France dans la guerre du Golfe aux côtés des Américains (bombardement de l'Irak après son invasion au Koweït)

Politique proeuropéenne - les accords de Schengen et surtout, l'adoption du traité de Maastricht (le traité sur l'Union européenne) en 1992.

JACQUES CHIRAC (1995-2007)

Le gaulliste Chirac a rempli la fonction de Premier ministre sous la présidence de Giscard d'Estang et de Mitterrand. Il bat le candidat socialiste aux présidentielles en 1995.

Sa politique étrangère plus offensive (notamment durant les guerres balkaniques - il rompt avec la politique modérée envers les Serbes)

Sa politique de rigueur (économique) provoque une vague de grèves et les cohabitations avec les socialistes qui gagnent les législatives.

Sa politique proeuropéenne (traité de Nice et l'élargissement de l'UE) et la participation au bombardement de la Yougoslavie en 1999 (crise de Kosovo) font perdre des électeurs, pourtant, il est réélu en 2002 face au candidat du Front national Jean-Marie Le Pen, le représentant de l'extrême droite française. Les Français se montrent de plus en plus critiques envers le projet européen, ils disent non à la Constitution européenne en 2005 (mais la politique du pays ne change pas et tous les présidents de la Républiques mènent une politique européenne active et soutiennent le processus d'intégration européenne).

L'apogée de son second mandat sur le plan de la politique étrangère arrive avec son refus de s'engager dans la guerre contre Saddam Hussein en Irak en 2003 – il revoue avec la tradition gaulliste de ne pas s'aligner à la politique états-unienne si elle ne correspond pas aux intérêts de la France (les Français sont pourtant impliqués dans l'invasion en Afghanistan après les attentats du 11 septembre 2001).

NICOLAS SARKOZY (2007-2012)

Représentant du mouvement **gaulliste**, il mène pourtant une politique plus moderne, plus proche de la droite classique - le rapprochement les États-Unis après la crise d'Irak, la réintégration de la France dans les structures militaires de l'OTAN.

Activisme sur le plan international - il a contribué à empêcher la Russie de s'emparer de la Géorgie, en 2011, il est l'un des premiers à demander une intervention militaire en Libye qui a ensuite renversé la dictature de Mouammar Kaddafi, il se prononce également pour le renforcement de la coopération européenne (traité de Lisbonne signé en 2007)

Il doit faire face à la crise financière mondiale (depuis 2007) qui provoque la hausse du chômage - l'échec de ses tentatives de relance économique lui fera perdre les élections présidentielles en 2012. De plus, cette crise a ébranlée la zone euro et notamment la Grèce qui ont du mal à s'en sortir.

FRANÇOIS HOLLANDE (2012-2017)

Le programme de la France forte de Sarkozy ne peut pas séduire les Français qui supportent mal la situation économique du pays. Ils préfèrent voter pour le candidat **socialiste** François Hollande qui leur promet de profondes réformes sociales et économiques.

Or la situation économique lui empêche de mener à bien son virage socio-libéral (le mariage homosexuel et la tenue de la Conférence de Paris sur le climat étant les unes des rares actions réussies).

La présidence de Hollande est marquée par l'affrontement avec le **terrorisme islamiste** (attentats de 2015 - Charlie Hebdo, 2016 Nice) - la France doit instaurer l'état d'urgence et lance des interventions partout à l'étranger où se trouvent les bases des terroristes islamistes, notamment de l'État islamique, appelé également le Daech (Syrie, Mali, la République centrafricaine).

Malgré les sympathies dues à ses actions en faveur de la sécurité de l'État, Hollande ne sait pas persuader les Français que sa politique va améliorer leur situation sociale et économique. De plus, l'Europe doit faire face à une grave crise migratoire qui va baisser la popularité de quasi tous les gouvernements européens au pouvoir.

François Hollande est battu au premier tour des présidentielles de 2017, il apporte son soutien au futur président de la République **Emmanuel Macron** (centriste) face à la candidate du Front national (puis tard rebaptisé Rassemblement national) Marine Le Pen.

EMMANUEL MACRON (depuis 2017)

Le rapprochement avec les États-Unis entamé par Sarkozy et Hollande, politique pro-européenne et la lutte contre la crise climatique, mais sa présidence est surtout marquée par des

tentatives de procéder à des réformes profondes, notamment une réforme des retraites. Mais les projets de réformes systématiquement contestés par les Français depuis les années 1990. Macron doit faire face au mouvement des Gilets jaunes et à des vagues de grèves.

LES GRANDES TENDANCES DE L'APRÈS-GUERRE

1945-1973 les Trente glorieuses – croissance économique, reconstruction du pays et construction d'une nouvelle république (la IV^e et la V^e)

les années 1970 la naissance de la société moderne, libéralisation, les droits de l'homme mais les chocs pétroliers mettent fin à la croissance économique sans précédent

les années 1980 insécurité économique et sociale, montée de l'extrême droite

les années 1990 optimisme après la chute du bloc communiste, l'Occident sort victorieux de la guerre froide, fin du monde bipolaire, les États-Unis deviennent le gendarme mondial

le 11 novembre 2001 le sentiment d'insécurité revient avec la guerre contre le terrorisme islamiste, les interventions militaires mal vues dans le tiers-monde (Afghanistan, Irak, Libye, Syrie)

la crise économique de 2007/2008 la spéculation financière provoque une grande crise économique, l'affaiblissement de l'Occident (naissance du monde multipolaire, notamment la montée en puissance de la Chine), crise de la zone euro

méfiance à l'égard des institutions et de la démocratie libérale (très visible sur les réseaux sociaux) – montée du populisme et de l'extrême droite

plusieurs sources du sentiment d'insécurité : terrorisme, chômage, endettement, déclin des anciens sites industriels en Europe et aux États-Unis, crise migratoire suite à la guerre civile en Syrie (2015), crise climatique, crise sanitaire provoquée par la lutte contre la pandémie du covid-19, de nombreux conflits armés et des guerres surtout en Afrique, en Asie et depuis en 2022 en Europe